

## Épingle

## Des moutons sous l'Atomium

**Europe.** Les pattes dans la neige, quelques moutons se sont retrouvés sous l'Atomium lundi matin, l'occasion d'une sensibilisation aux difficultés de l'accès à la terre en Belgique. Agriculteurs et éleveurs seraient-ils une espèce en voie de disparition ? Se penchant sur "l'abandon du monde rural au profit de la libéralisation, de la dérégulation et de spéculation", Xavier Delwarte a rappelé, au nom de la Fugea, que le pays avait perdu 80 % de ses agriculteurs en 40 ans, tandis que 20 % des exploitations avaient disparu en Europe entre 2003 et 2010. "Ce n'est pas rien" et, à ses yeux, la nouvelle mouture de la Politique agricole commune ne risque pas d'améliorer les choses : "on craint la disparition de millions de fermes au profit de grandes exploitations", alors que l'Union "n'est plus auto-suffisante du point de vue alimentaire". S.Vt.

## Les chiffres

41

## DISPARITIONS DE FERMES

Le nombre de fermes disparaissant chaque semaine en Belgique s'élève à 41, selon les chiffres de Maarten Roels, géographe à l'Université de Gand et l'un des initiateurs de Terre-en-vue. Ces exploitations sont surtout de petite taille, puisque 39 % comportent moins de 5 ha. En Wallonie, ce sont 13 fermes qui disparaissent par semaine dont 58 % de taille réduite.

62

## TOUJOURS MOINS D'AGRICULTEURS

La Belgique comptait, en 2011, 74 559 agriculteurs sur son territoire, dont 22 879 en Wallonie, toujours d'après M. Roels. Chaque semaine, ce sont 62 agriculteurs belges qui disparaissent, dont 18 au sud du pays.

lalibre.be

## VOTRE AVIS

Réagissez à nos articles sur le site de "La Libre".

# Trouver une terre? La galère

► Le problème de l'accès à la terre pour les jeunes agriculteurs est criant.

► Une association, Terre-en-vue, a été créée pour leur venir en aide.

C'est l'histoire d'Hervé Léonard qui, après dix ans de travail pour l'ONG SOS Faim, choisit de se reconverter dans l'agriculture biologique. Mais le jeune trentenaire ne s'attendait pas à rencontrer autant de difficultés pour accéder à une terre en Belgique. "Il y a beaucoup d'informations dont on ne dispose que quand on fait son chemin d'expérience. On ne sait pas, tant qu'on ne se lance pas vraiment." Un millier d'agriculteurs disparaissent chaque année en Wallonie, "mais si on cherche une terre, on n'en trouve pas", soupire-t-il.

Il commence alors par travailler pour d'autres, "mais c'est très insécurisant, parce que la terre appartient à une autre personne, j'ai eu beaucoup de problèmes à cause de cela". Aujourd'hui, Hervé Léonard exploite 2,70 ha à Hennuyères, sur lesquels il élève des brebis laitières - "l'élevage du pauvre" - et produit des paniers de légumes bio qu'il écoule en vente directe. Mais il vit avec "une épée de Damoclès" au-dessus de la tête. S'il est désormais bien propriétaire d'1,30 ha, il loue parallèlement 1,40 ha "sous contrat de culture" et non pas bail à ferme (lire ci-contre). "Dans deux ans, on devra partir. On ne peut rien construire dans la durée..."

Le problème de l'accès à la terre pour les jeunes agriculteurs se révèle particulièrement criant en Belgique. "Les exploitations à remettre sont rares", explique Hervé Léonard, le fermier privilégiant sa famille bien sûr ou un voisin à qui la transmettre. Et de plus en plus de terres sont victimes de l'urbanisation ou dévolues aux loisirs (comme la chasse ou l'équitation), à l'exploitation de carrière, aux énergies renouvelables (tel l'éolien) ou aux agrocarburants.

Mais les prix de vente se révèlent de toute façon impressionnants pour un bien qui, en temps de crise, est devenu une valeur refuge. "Ils sont inabordable pour ceux qui veulent se lancer dans l'agriculture durable", remarque ainsi Corentin Dayez, chargé de recherche et plaidoyer chez Oxfam-Magasins du monde. Ils avoisinent en moyenne les 20-25 000 €/ha, selon Xavier de Munck, le secrétaire général de NTF, l'association des propriétaires de forêts et terres agricoles en Wallonie. Mais "il y a aussi de la spéculation agricole. Des terres peuvent se vendre jusqu'à 60 000 ou 70 000 €



Pour les agriculteurs qui veulent se lancer dans une exploitation, le plus dur, c'est d'abord de trouver une terre sur laquelle travailler.

par ha dans le Brabant wallon", témoigne Xavier Delwarte, de la Fédération unie de groupements d'éleveurs et d'agriculteurs (Fugea). Seuls les gros exploitants peuvent encore acheter. "Nous conseillons donc de louer", poursuit M. Delwarte, mais - problème - les propriétaires terriens rechignent à entrer dans le système du "bail à ferme", préférant envisager d'autres formes de liens, moins contraignantes pour eux (et donc moins protectrices pour les agriculteurs), notamment en passant par des sociétés spécialisées comme Agriland, "qui n'ont pas la gestion aussi fine que celle que peut avoir un agriculteur qui vit dans un terroir", regrette la députée écologiste Thérèse Snoy.

C'est pour venir en aide à ces petits agriculteurs en panne de terres que l'association Terre-en-vue vient de voir le jour en Belgique, à l'initiative de quelques bénévoles et avec l'appui du Ré-

seau de soutien à l'agriculture payenne. L'ASBL sert de plate-forme de contact entre les agriculteurs qui tentent de s'installer et les propriétaires sensibilisés à la problématique de l'accès à la terre et au développement durable. Mais elle cherche aussi à conscientiser le monde politique et les consommateurs. "Pas mal de citoyens se posent la question de leur alimentation, se sentent insatisfaits des produits qu'ils trouvent en supermarché, s'intéressent aux produits locaux", remarque la juriste Zoé Gallez, l'une des chevilles ouvrières de Terre-en-vue.

Le projet prendra toute sa dimension lorsque sa coopérative foncière verra le jour en avril prochain, pour récolter de l'épargne qui permettra alors d'acheter des terres et de les louer à des agriculteurs porteurs d'un projet durable. "Cette épargne a une plus-value environnementale et sociale, le but n'est pas de faire de l'argent", précise Jérôme Ras-

sart, conseiller à la Coopérative de crédit alternatif (Crédal) qui est partie prenante au projet. C'est en quelque sorte une "alliance" qui se met en place entre agriculteurs et consommateurs. Une fondation verra également le jour, cet été, pour collecter les dons de terres ou d'argent. "Mais il faudrait qu'un acteur public participe, sinon cela restera une initiative citoyenne qui ne pourra pas s'inscrire dans la durée", redoute Corentin Dayez.

Un premier compromis de vente au nom de la coopérative en constitution a, en tout cas, déjà pu être signé. Un éleveur bio de 42 ans en est l'heureux bénéficiaire. A la tête d'une exploitation de Blondes d'Aquitaine dans la région de Rochefort, il est venu à manquer de terres par un malheureux concours de circonstances. Une vingtaine de familles de la région se sont mises en commun pour permettre l'achat de

7 ha de prairies. "Je ne les connais même pas toutes!", relate-t-il, obligé de travailler en complément dans le bâtiment pour joindre les deux bouts. "Elles se sont senties concernées, elles veulent encore pouvoir manger sainement dans dix ans", pense-t-il. Ces quelques hectares de plus "nous permettront de rester autonomes dans l'exploitation et d'utiliser les produits du terrain" pour nourrir le bétail. Et, "dans cinq ou six ans, on pourra peut-être même en vivre".

De nombreux agriculteurs comptent aujourd'hui sur Terre-en-vue - petite sœur de la française Terre de liens - pour lancer ou développer leur activité. "Nous avons énormément de demandes", constate ainsi Zoé Gallez, "et la difficulté va être de les gérer." "Je crois beaucoup en cette initiative", confirme Hervé Léonard. "Mais je ne pense pas qu'elle sera opérationnelle à temps pour mon cas. On pense à quitter la Belgique..." Sabine Verhest

## L'enfermant bail à ferme

► Les propriétaires sont dissuadés d'en conclure avec les agriculteurs.

Le bail à ferme, plus aucun propriétaire n'en veut vraiment. "Il crée une vraie psychose", soupire Hervé Léonard, dont la petite exploitation biologique est aujourd'hui en péril. Ce bail, qui peut encore se conclure oralement, a été instauré "à une époque où les exploitants agricoles étaient soumis au bon vouloir des propriétaires de manière outrancière", rappelle Xavier de Munck, le secrétaire général de NTF, l'association des propriétaires de forêts et terres agricoles en Wallonie. Il a été imaginé pour garantir la stabilité indispensable à l'activité agricole, et "70 % des terres sont encore sous ce régime", relève-t-il (alors que la location ne concerne que 20 % des terres en France). Mais ce bail, particulièrement favorable à l'agriculteur, se révèle très contraignant pour le propriétaire - il est par exemple très difficile pour ce dernier d'en sortir ("LLB" du 23/7/2011). S'ajoute à cela le fait que le loyer, tournant autour de 220 €/l'hectare par an au sud du pays, "ne permet même pas de couvrir les droits de succession avant soixante ans" de location. "Les propriétaires sont prisonniers d'un système qui n'est pas équitable pour le moment", remarque M. de Munck, "ils sont découragés à faire un bail". Ils le sont d'autant plus que le système connaît des dérives. "Certains agriculteurs continuent à louer la terre pour pouvoir percevoir les primes, de la Politique agricole commune par exemple, et utilisent les services de quelqu'un pour la travailler", regrette Hervé Léonard. "On en voit qui sous-loue la terre à un jeune voisin en lui faisant payer deux à quatre fois le prix", enchérit M. de Munck. Et si cette pratique "n'est pas légale", elle ne permet pas pour autant au propriétaire de casser le bail.

Aussi Ecolo réfléchit-il à une réforme de la législation, dans le cadre de sa régionalisation à venir. "Nous sommes favorables à ce qu'un locataire soit protégé, mais il ne faut pas que cela devienne dissuasif pour le propriétaire", insiste la députée Thérèse Snoy. Ce dernier devrait, par exemple, pouvoir avoir son mot à dire sur les méthodes d'exploitation utilisées par son locataire. "Il doit y avoir une responsabilité partagée quant à la qualité environnementale des terres. Le foncier est un capital certes privé mais qui a un impact sur le bien commun, comme les eaux souterraines." Si un propriétaire veut que sa terre soit cultivée biologiquement, il devrait être entendu, estime-t-elle, ce qui n'est pas le cas actuellement. La proposition intéresse également Terre-en-vue qui aimerait elle aussi, indique la juriste Zoé Gallez, pouvoir "insérer des clauses d'agriculture durable" dans ses futurs baux. S.Vt.

## Europe Vague de froid : le macabre décompte se poursuit

Le bilan humain et matériel du grand froid qui semble devoir persister au moins jusqu'à la semaine prochaine en Europe s'est encore alourdi mardi, surtout dans l'est du continent, dépassant les 450 morts, toutes causes confondues. Chaque pays continue ainsi à se livrer à un macabre décompte (lire aussi la situation en Belgique en pp. 4-5). Au moins 136 personnes sont mortes de froid en Ukraine où les températures devraient chuter jusqu'à -30°C en fin de semaine. Le nombre des décès par hypothermie s'élève désormais à 68 en Pologne, avec six morts de plus en 24 heures. En République tchèque, le bilan se monte à 24 décès, tandis qu'il s'élève à 36 personnes en Roumanie. Dans les Balkans, on recensait 19 morts ce mardi. En Serbie, en "situation d'alerte" officielle, la neige qui continue de tomber rend la situation de plus en plus critique. Des dizaines de milliers de personnes sont coincées dans des villages coupés du monde, tout comme en Croatie et en Bosnie. Belgrade va devoir faire appel à des brise-glace sur le Danube et envisage de faire sauter la glace à l'explosif sur l'Ivra. L'Italie a vu son bilan s'aggraver à 26 morts. Dans le nord, la température est tombée à -25°C. Dans le centre montagneux du pays, où une neige très épaisse est tombée, des habitants de la ville de L'Aquila, dévastée par un séisme en 2009, s'alarment du manque de vivres et de la proximité de loups affamés repérés dans les rues désertes du village de Trasacco, selon le "Corriere della Sera". (AFP)

## Bulgarie Situation critique suite aux inondations

Des tempêtes de neige se sont abattues mardi sur la Bulgarie, un jour après des inondations dans le sud du pays qui ont coûté la vie à huit personnes. Les chutes de neige entravent les efforts des secouristes dans le village dévasté de Biser qui a été inondé par une eau glacée, atteignant 2,5 m de haut, après la rupture d'un petit barrage sous la pression des pluies et de la fonte des neiges. Les autorités grecques ont de leur côté placé en état d'alerte le département d'Evros, limitrophe de la Bulgarie, menacé par la crue du fleuve Arda à l'origine de ces problèmes. Une centaine d'habitants ont été évacués. (AFP)